

Rendre coups pour coups !

Après un an de licenciements, de fermetures de boîtes, de chômage technique... Après avoir été menés en bateau par les directions confédérales, de temps forts en temps morts, les travailleurs et les travailleuses peuvent-ils relever la tête ? C'est ce que nos pantins du gouvernement craignent le plus, donnons leur raison!

Pour sortir de la crise financière, le gouvernement a choisi de sauver les banques et les grosses entreprises et de faire raquer les travailleurs-euses, pour le plus grand plaisir du patronat.

Face à cela, de nombreux salarié-e-s ont choisi de se battre et ont parfois gagné. Ainsi, les salariés de la SBFM ont obtenu la réintégration sans licenciement de leur entreprise dans le groupe Renault, les Conti ont arrachés 50.000 euros de prime de licenciement.

Mais au-delà de ces luttes emblématiques, la plupart des travailleurs-euses et des militant-e-s en lutte cette année se sont retrouvés isolés, là où une impulsion nationale était attendue. En ce sens, il est scandaleux de mépriser les salarié-e-s qui se battent le dos au mur pour de meilleures primes de départ, comme le font certains dirigeants de la direction confédérale CGT, car ils n'ont tout simplement pas le choix devant la volonté manifeste de ne pas construire un mouvement national contre les licenciements.

Une politique industrielle durable passe par une rupture avec le capitalisme

Impulser, fédérer et faire converger les luttes, voilà bien une priorité que nos fédérations syndicales et Confédérations devraient faire. Mais le contenu des revendications l'est tout autant ! Ainsi, appeler seulement à manifester le 22 octobre dernier pour « le développement de l'industrie et de l'emploi » quand il faudrait organiser la lutte contre les licenciements crée la confusion. Aujourd'hui, l'heure n'est pas aux tables rondes, aux réunions de concertations et autres états généraux

fumeux avec le patronat et le gouvernement mais à la lutte.

De même, tout le monde est d'accord pour dire qu'il y a une urgence écologique, mais ce ne sont pas Renault, PSA ou Ford qui vont se mettre à construire des moyens de transport collectifs et non coûteux en énergie. Au contraire, on a droit à la taxe carbone ! Non seulement les capitalistes mènent une politique industrielle destructrice et polluante, mais ils en font toujours retomber les conséquences sur les épaules des travailleurs-euses.

Une politique industrielle durable passe par une rupture avec le capitalisme, sinon on est reparti pour 10 ans jusqu'à la prochaine crise qui sera encore plus grave.

Frapper tous ensemble et en même temps !

Il n'y a rien à attendre de l'État, qui s'emploie d'abord à protéger la propriété privée des grands capitalistes, ou de stratégies syndicales nationales d'accompagnement des régressions sociales.

Pour changer la donne, l'essentiel sera les luttes que mèneront les salariés eux-mêmes, leur capacité à se fédérer quelque soit leurs métiers et leurs entreprises pour entraîner un mouvement plus général, un vrai rapport de force. Les syndicalistes lutte de classe quelque soient leur étiquette ont une responsabilité majeure pour construire un tel mouvement. Personne ne le fera à leur place. Travailleurs communistes libertaires, nous sommes syndicalistes révolutionnaires. Nous pensons qu'il faut s'attaquer directement à la domination du capital, c'est-à-dire à la propriété privée des moyens de production, en ayant comme boussole l'autogestion communiste de l'outil de production et de la

société par celles et ceux qui produisent les richesses : les travailleuses et les travailleurs !



Nous défendons des revendications claires et unifiantes remettant en cause le pouvoir des capitalistes :

- ★ hausse immédiate des salaires, des minimas sociaux et des pensions
- ★ droit de veto des travailleuses et travailleurs sur les licenciements
- ★ réquisition et autogestion des entreprises qui licencient
- ★ blocage des dividendes des actionnaires et leur redistribution

Pour nous contacter ?

Je souhaite prendre contact avec Alternative Libertaire Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du journal *Alternative Libertaire*

Nom : Prénom :

Adresse : Tél :

Mail : **Coupon à retourner à : Alternative Libertaire, BP 295, 75921 Paris cedex 19**

AL-orient feuille de boîte n°1